

## PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ

### **\*\* MISE EN ACCESSIBILITÉ DU TRIBUNAL (LETTRE DE COMMANDE N°22-236)**

Catégorie opération 3



12 Rue de la Commune de Paris  
52100 SAINT-DIZIER

## TABLEAU DES REVISIONS

---

Indice	Date	Description
1	22/01/2025	Plan Général de coordination/ IND A/ PHASE DCE

## SOMMAIRE

<b>TABEAU DES REVISIONS .....</b>	<b>2</b>
<b>0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....</b>	<b>5</b>
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC .....	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC .....	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC .....	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION .....	5
<b>1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>7</b>
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE .....	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS .....	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	9
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	9
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	10
<b>2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>11</b>
2.1 PLANNING .....	12
2.2 NATURE DE SOL.....	12
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	12
2.4 AMIANTE.....	12
2.5 PLOMB .....	13
2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	14
2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE .....	16
2.8 DIVERS.....	17
<b>3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR .....</b>	<b>18</b>
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	18
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier .....	18
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier .....	19
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	20
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	21
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place .....	21
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	22
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX .....	23
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER .....	23
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	24

3.5.1 Présence d'amiante .....	25
3.5.2 Présence de plomb .....	25
3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...) .....	25
3.5.4 Travaux divers .....	26
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	29
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS .....	29
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER.....	31
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	32
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS .....	35
<b>4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER .....</b>	<b>39</b>
<b>5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT .....</b>	<b>41</b>
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX .....	41
5.2 CANTONNEMENTS.....	41
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES .....	44
5.3.1 Mise en place bungalows .....	44
5.3.2 Cantonnement à étages. ....	44
5.3.3 Installation électrique.....	44
<b>6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE .....</b>	<b>45</b>
6.1 ORGANISATION.....	45
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES .....	47
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé .....	47
6.2.2 Interdiction de fumer .....	47
<b>7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS ....</b>	<b>48</b>
7.1 PPSPS .....	48
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE .....	48
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS .....	48
<b>8 Annexes .....</b>	<b>49</b>
Panneau : En cas d'accident.....	49

## 0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

---

### 0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

### 0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

### 0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

### 0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

### 0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### 0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

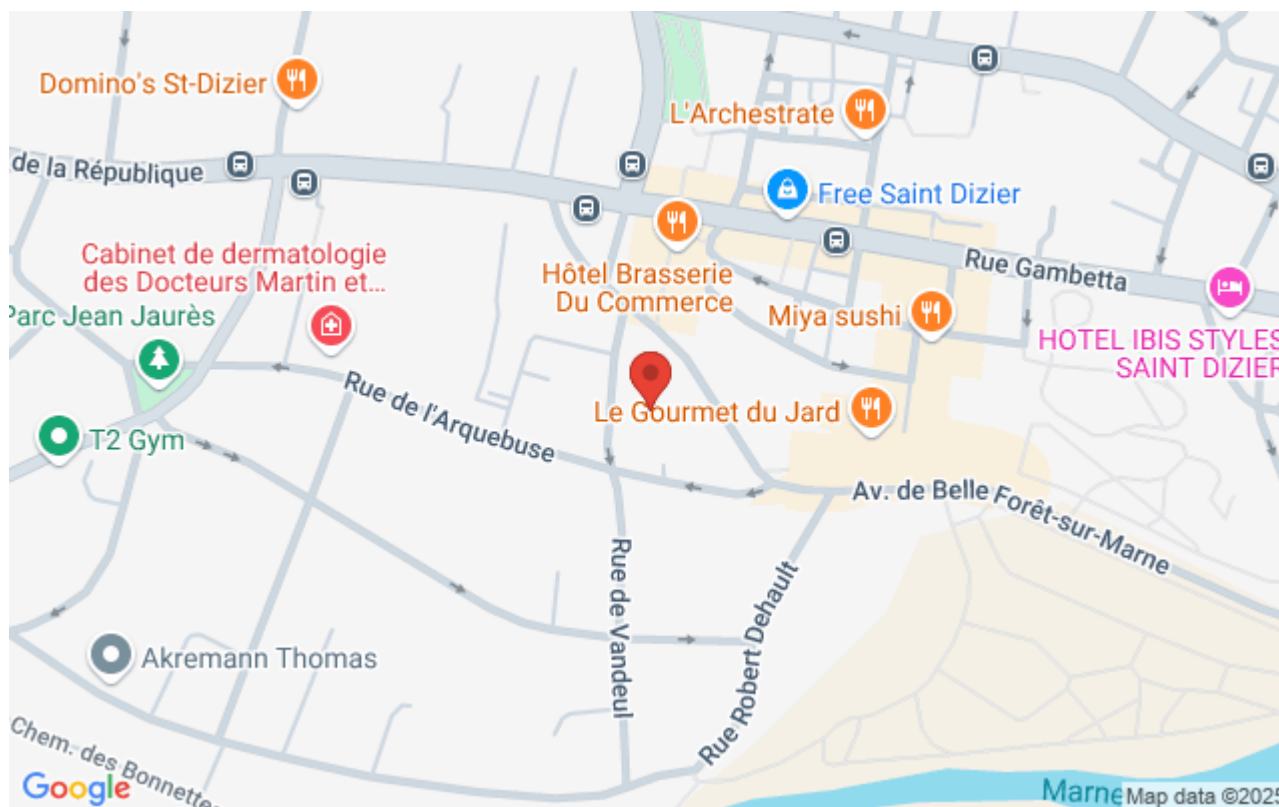
- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

## 1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

### 1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

#### \*\* MISE EN ACCESSIBILITÉ DU TRIBUNAL (LETTRE DE COMMANDE N°22-236)

12 Rue de la Commune de Paris  
52100 SAINT-DIZIER



### 1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

#### Description

Les travaux ont pour objectifs la mise en accessibilité du tribunal de proximité de Saint-Dizier 52100.

Suivant l'arrêté du 13 janvier 2004, le bâtiment est un ERP de type W de 5 -ème catégorie.

Nature des travaux:

#### REZ DE CHAUSSEE:

SALLE D'AUDIENCE:

- Mise en conformité de la porte d'accès

- Traitement acoustique de la salle
- Mise en place de rampe d'accès amovible aux estrades
- Remplacement de l'ensemble des revêtements muraux + travaux de peinture nécessaire

#### CHAMBRE DU CONSEIL – SALLE D:

- Mise en conformité de la porte d'accès + travaux de peinture nécessaire

#### SALLE D'ATTENTE:

- Mise en place de bandes contrastées sur porte en verre

#### SALLE DE RDV AEM:

- Remplacement de la porte + travaux de peinture nécessaire

### **R+1**

#### ACCUEIL TRIBUNAL:

- Mise en conformité de la porte d'accès
- Mise en conformité du guichet d'accueil
- Reprise du revêtement de sol souple
- Dépose et repose de faux plafond pour les besoins des travaux d'électricité CUISINE
- Mise en conformité de la porte d'accès
- Cheminement vers cuisine, mise en place d'une mousse contractée pour prévenir d'un obstacle
- Adaptation des meubles de cuisine et mise en place d'un évier adapté PMR
- Mise en place d'une nouvelle crédence
- Reprise du revêtement de sol souple
- Travaux de peinture nécessaire

#### BUREAU CHEF DE GREFFE:

- Mise en conformité de la porte d'accès + travaux de peinture nécessaire

#### BUREAU SECRETARIAT:

- Mise en conformité de la porte d'accès + travaux de peinture nécessaire

#### BUREAU MAGISTRAT:

- Mise en conformité de la porte d'accès (largeur + phonique)
- Suppression du SAS car aire de manœuvre non conforme + reprise du revêtement de sol souple
- Travaux de peinture nécessaire

#### SANITAIRES:

- Création d'un WC PMR
- Mise en conformité de la porte d'accès
- Pose d'un revêtement de sol souple
- Travaux de peinture nécessaire

### **Autres**

#### **Les travaux se dérouleront en site occupé : TRIBUNAL DE SAINT DIZIER**

Les prestataires devront donc tenir compte des différentes contraintes du site et des exigences du maître d'ouvrage en termes de sécurité, de limitation des nuisances et de restitution des emprises libérées.

Il devra s'attacher à :- Réduire au maximum les nuisances liées aux bruits, aux poussières du chantier, et à la coactivité,- Veiller à la mise en place d'une méthodologie adaptée au contexte d'intervention,- Assurer un aspect visuel agréable du chantier,

- Un isolement de la zone travaux sera mis en place afin de respecter les règles d'hygiène et de sécurité du site en activité.- Un plan d'installation et flux de chantier sera établi, ceci afin de limiter au maximum les croisements d'activités.

### **1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS**

Maître d'Ouvrage	SECRETARIAT GAL DU MIN DE LA JUSTICE 4 RUE LEON MAURIS IMMEUBLE LE MATHIS CS 17724 21077 DIJON CEDEX	
Maître d'Oeuvre Exécution	ALTEREA 20 place des Halles 67000 Strasbourg	TEL : 03 88 52 26 01



CSPS	QUALICONSULT LORRAINE (QCS) 95 Allée des Prés de Champelle ZAC Brabois Forestière 54230 CHAVIGNY	TEL : 03.83.93.59.80 FAX : 03.83.93.59.81
Inspection du travail	INSPECTION DU TRAVAIL - DREETS 15 rue Decrès BP 552 52012 CHAUMONT CEDEX	
OPPBTP	OPPBTP 16, rue Gabriel Voisin Agence Champagne Ardenne 51688 REIMS CEDEX 2	TEL : 03 26 47 36 40 FAX : 03 26 47 64 94
CARSAT	CARSAT NORD EST 18 Boulevard du Maréchal de Lattre de Tassigny 52000 CHAUMONT	TEL : +33 3 25 35 07

**Lot(s) sans entreprise à ce stade :**

- N°01 - SECOND OEUVRE
- N°02 - DESAMIANPAGE
- N°03 - PLOMBERIE - SANITAIRE
- N°04 - ELECTRICITÉ

Voir liste des intervenants en annexe du présent PGC

#### 1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le [Non renseigné] pour une durée de 4 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de -1.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 3 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

#### 1.5 PERSONNEL INTÉIMAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

#### 1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d’ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

## 1.7 DIVERS

Sans objet.

## 2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

---

Le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé n'a pas été désigné ni consulté dès le début de la phase d'élaboration de l'avant-projet sommaire APS (cf. Article R4532-4 du code du travail).

**AUCUNES MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER N'ONT ÉTÉ ARRÊTÉES EN PHASE CONCEPTION.**

**LA MISSION DE COORDINATION SPS N'A PAS DÉMARRÉ À LA PHASE APS.**

### ACCUEIL DES ENTREPRISES ET PRETATAIRES - MESURES GÉNÉRALES

La venue d'entreprises supplémentaires et l'évolution du nombre de personnes nécessitera une prise en compte régulière de leur intégration sur le chantier.

Cette intégration se traduit aussi, après l'agrément des entreprises par le Maître d'Ouvrage, par une Inspection Commune avec le Coordonnateur SPS et la remise du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.

### PRINCIPE DE GESTION DES RISQUES DE COACTIVITÉ (COORDINATION DES ENTREPRISES)

Ces principes sont gérés par le respect des zones d'intervention de chacune des entreprises.

Par un stockage qui respecte les zones définies au cours de l'Inspection Commune avec l'entreprise et des principes d'organisation du chantier ainsi que du projet de plan d'installation de chantier (PIC). Le stockage et les livraisons déterminent automatiquement les besoins de chaque entreprise dans la zone de chantier qui lui sera définie. Cette définition passe par les réunions de chantier, au cours desquelles les demandes et besoins de chacun sont pris en compte.

Les circulations sont amenées à évoluer en même temps que l'avancement des exécutions de chacun.

Organisation et gestion de la coactivité pour une exécution plus efficace des tâches. Veille permanente de la part du personnel à l'œuvre, vis à vis des risques de promiscuité, pour que les risques exportés et importés soient déjà écartés dans leur majorité.

Organisation des stockages pour les autres zones de chantier, qui sont adjacentes les unes par rapport aux autres.

### ORGANISATION DES CIRCULATIONS DANS L'ÉVOLUTION DU CHANTIER

L'organisation des circulations sera basée sur le respect des cheminements piétons et de la circulation des engins.

Les piétons ne sont pas prioritaires sur les engins.

Circulations distinctes, avec balisage type chaînette bicolore et GBA pour les zones en présence d'engins

Un homme de manœuvre est obligatoire lorsqu'un camion ou un engin doit faire des manœuvres et des marches arrière.

Circulation de engins avec feux de croisement.

Circulation de nacelles en extérieur avec roues noires. Circulations des nacelles en intérieur avec roues blanches. Le travail sur nacelle est accompagné d'une vigie au sol afin d'assurer la sécurité.

Conduite de tous les engins avec autorisation patronale de conduite et CACES.

Vitesse des engins suivant fiche technique.

Interdiction d'utiliser des nacelles thermiques dans les locaux clos et sans ventilations.

\* En cas d'intervention sur des réseaux en charge ou sous tension il sera notifié au cours d'une réunion de concertation de coordination, les mesures prises. y compris pour l'utilisation des sources d'énergie.

En cas de besoin de modifier des protections collectives qui sont dans les zones d'interfaces, une réunion de concertation de coordination définira les mesures applicables.

Chaque entité est responsable des protections collectives en place dans sa propre zone close et indépendante.

## 2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

## 2.2 NATURE DE SOL

Sans objet

## 2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

## 2.4 AMIANTE

Le AMIANTE DTA (Dossier Technique Amiante) : **Le rapport n° 1364659 établi le 06/09/2021 par ADX EXPERTISE révèle la présence d'amiante.**

**Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).**

En fonction des résultats et des travaux à réaliser, les entreprises devront :

**Travaux en sous-section 3 (retrait ou encapsulage d'amiante) :**

- Intervention par entreprise certifiée dans le domaine des travaux réalisés.
- Formation des salariés. - Rédaction d'un plan de retrait, transmis aux organismes de prévention (au plus tard 1 mois avant le démarrage des travaux). - Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

Ou

**Travaux en sous-section 4 (intervention sur ou à proximité de MPCA susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante):**

- Formation des salariés.
- Rédaction d'un mode opératoire, transmis aux organismes de prévention, en fonction de la procédure en vigueur.
- Rédaction d'un PPSPS, transmis au coordonnateur SPS.

**Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux :** Avant tous travaux de réhabilitation, rénovation, découpage, percement... un repérage de l'amiante est indispensable. Il permet d'assurer une meilleure protection des salariés des entreprises qui auront à opérer sur le chantier ainsi que des occupants éventuels des bâtiments concernés.

**\* A SAVOIR**- Un diagnostic amiante vente ou un Dossier Technique Amiante ne peuvent se substituer à un repérage amiante avant travaux.

- En cas de démolition, le diagnostic amiante avant vente et Dossier Technique Amiante avant travaux ne peuvent se substituer à un repérage amiante avant démolition.

\*\* Le Code du Travail impose aux donneurs d'ordre, maîtres d'ouvrage et aux propriétaires de faire effectuer une recherche d'amiante préalablement à tous travaux comportant des risques d'exposition des travailleurs. Le résultat de cette recherche est transmis aux entreprises envisageant de réaliser l'opération. Ce repérage concerne les immeubles bâtis dont le Permis de Construire a été délivré avant le 1er juillet 1997.

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
  - Localisation :
  - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

#### **Lots concernés**

- Mettre en place des moyens de protection collective.
- Mettre à disposition de leurs salariés des équipements de protection individuelle adaptés aux travaux à réaliser.
- Respecter la VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : 10 fibres/litre d'air/8h. Zone de stockage des déchets, avant évacuation du chantier :
  - Localisation :
  - Sécurisation : accès interdit à toute personne non autorisée et non formée ; local matérialisé (container, local existant fermé, zone à l'abri des intempéries).

## **2.5 PLOMB**

**CREP (Constat de Risque d'exposition au plomb) : Le rapport n° 1364659 établi par ADX EXPERTISE le 06/09/2021 ne révèle pas la présence de plomb.**

**Ces documents sont joints au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).**

Ce (ces) diagnostic (s) doivent être réalisés quelle que soit l'année de construction des ouvrages.

Dans son obligation de formation et d'information, l'employeur des salariés appelés à intervenir sur les zones repérées comme plombées ; quelle que soit la teneur, même inférieure à 1 mg/cm<sup>2</sup> ; devra mettre en place tout dispositif de protection collective et individuelle assurant leur sécurité et la protection de leur santé. **Des contrôles d'empoussièrement (en particulier essai à la lingette avec teneur = 1 000 µg/m<sup>2</sup>) et un suivi médical sera assuré (avant, pendant, après intervention),** afin de s'assurer que les teneurs admissibles pour le corps humain n'ont pas été dépassées :

- VLB (Valeur Limite Biologique) : < 400 µg/litre de sang pour l'homme et 300 µg/litre pour la femme.
- VLEP (Valeur Limite d'Exposition Professionnelle) : < 0,1 mg/m<sup>3</sup> d'air/8h.

Il est recommandé de toujours faire appel aux mêmes équipes pour effectuer les interventions, afin d'assurer plus facilement le suivi médical et de ne pas faire appel à des travailleurs intérimaires (voir article 1.8 ci-dessus).

## **A SAVOIR**

**Même récent, votre bâtiment peut être concerné par le plomb :-** 1948 : interdiction de l'utilisation de la céruse pour les professionnels.- 1988 : interdiction du sulfate de plomb pour les professionnels.- 1993 : interdiction de mise sur le marché de la céruse et du sulfate de plomb.- Mai 2015 : interdiction définitive du minium de plomb.

\* Tout Maître d'Ouvrage amené à réaliser des travaux dans un bâtiment est tenu de procéder à l'évaluation des risques liés à son bâtiment en vue de la transmission du résultat de cette évaluation aux entreprises intervenantes.

Concernant le plomb, cette évaluation constituera la base de la propre évaluation du risque des entrepreneurs amenés à procéder aux travaux conformément aux dispositions de l'Art. L 230-2 du Code du Travail.

## **Lots concernés**

Sans objet.

## **2.6 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE**

Signalisation au droit de toutes les zones impactées par la circulation sur le site.

Toute demande sera faite aux autorités / gestionnaires compétents (services voirie de la mairie, préfecture de police...) une copie de la demande et de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public sera adressée au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au CSPS.

### Plan d'installation de chantier :

Le PIC sera évolutif en fonction des différentes phases du chantier. Les modificatifs seront alors envoyés au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS pour avis avant diffusion à l'ensemble des entreprises par le Maître d'Œuvre. L'entreprise principale les titulaires des autres lots, devront se concerter afin de définir les besoins exhaustifs de ces derniers pour dimensionner et implanter efficacement les zones de stockage qui figureront sur le PIC, ainsi que pour définir les zone de manœuvre des engins et définir les dispositions de mutualisation des moyens.

### Le PIC devra préciser :

- Le tracé des clôtures de chantier (le cas échéant), avec implantation des accès véhicules et piétons,
- L'emplacement des réseaux extérieurs à l'emprise des clôtures de chantier, repérés dans un plan de synthèse, intégrant les informations obtenues dans les réponses aux DICT,
- L'implantation des éventuels réseaux aériens et enterrés, fosses et regards, dans l'emprise des clôtures de chantier,
- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier, avec indication précise des déviations obligatoires (signalisation) et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux,
- Le principe de circulation et voies, piétonnes, véhicules, engins intérieures au chantier ainsi que leurs limites d'emploi (en fonction de la résistance des sols, du gabarit et de la déclivité),
- L'implantation d'un parking pour véhicules de chantier,
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets,
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement, les zones d'attente des véhicules de livraison, toupies,...
- L'implantation des zones de stockage,
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'AEP,
- L'implantation des zones de cantonnement,

- L'implantation des installations électriques : position des armoires et coffrets de chantier et de l'éclairage de chantier,
- L'implantation des zones éventuelles de préfabrication,
- Matérialisation des zones de manœuvre des éventuelles grues et des zones interdites de survol en charge,
- Matérialisation des zones de stockage (terres et autres revêtements expurgés lors des travaux de terrassement, terres réutilisées, stockage des matériaux,...),
- Matérialisation des zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins, du ou des bassins de décantation des laitances,
- Sécurité du site : identification du ou des P.R.S (Point de Rassemblement pour l'intervention des Secours).

Ce plan sera affiché au mur du bureau de chantier et mis à jour par l'entreprise principale.

Toutes les entreprises devront se conformer, sans pouvoir prétendre à quelconque indemnité, aux dispositions portées sur ce plan.

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Le plan devra être affichée dans la base vie et mis à jour régulièrement. <u>Il comportera au minimum les informations :</u> - Dessin du plan d'installation de chantier - Fond de plan - Clôtures - Moyens de levage - Base vie - Réseaux (Elec, Eau, GAZ..). - Flux VL/ Piétons - Matériaux et matériels (zones de stockage,...) - Gestion environnementale (tri des déchets, traitements des eaux,...) -...	A afficher dans la base vie + DHOL / PPSPS	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Clôture	Clôtures du type HERAS sur plots béton. Résistantes et d'une hauteur de 2 m afin d'éviter tout risque d'intrusion et <u>menottées avec jambes de force.</u>	Périmètre et emprise du chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Auvent Passage piéton couvert	Tunnel et/ou casquette de protection. Tout moyen évitant le risque de chute de matériel et matériaux.	Zones à risque + superposition.		
Homme trafic	Homme de trafic pour guider et accompagner tous les engins et véhicules, y compris les livraisons.	A chaque manœuvre limitant le champ de vision du conducteur et pour toute zone en approche du chantier.	Chaque entreprise selon modes opératoires d'intervention	Chaque entreprise selon modes opératoires d'intervention
Signalisation	Panneaux provisoires réglementaires et signalisation conforme au code de la route.	Au droit de toutes les voies circulées du chantier.	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE

### Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

## 2.7 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Accès de la voie principale en prenant les cheminements autorisés, avec respect des signalisations en place et des points d'accès aux zones de chantier.

La vitesse doit être réduite et l'ensemble des chauffeurs doivent respecter les consignes de sécurité et d'organisation du chantier.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	A renseigner au P.I.C Accès par le portail du chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Accès secondaire	A renseigner au P.I.C Accès par le portail du chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE



Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Cette obligation s'applique à tout employeur : entreprises de BTP ou de travail temporaire, établies en France ou à l'étranger, employeurs établis à l'étranger qui détachent des salariés en France ou entreprises ayant recours à des salariés détachés intérimaires.	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante
Liste du personnel	A renseigner dans le PPSPS	Chaque entreprise intervenante	Chaque entreprise intervenante

### Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

## 2.8 DIVERS

Sans objet.

## 3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

### 3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les voies de circulation des véhicules devront être distinctes des voies de circulation piétonne et des aires de stationnement / Déchargement.

Dispositions prises pour le guidage et les manœuvres des engins :

- Homme trafic requis pour les manœuvres avec faible visibilité.- Klaxon de recul impératif.- Signal visuel (gyrophare,...)

Dispositions générales :

Les aires de stationnement et de circulation seront matérialisées (panneaux à mettre en place par le contractant général).

Les zones de manœuvre des engins seront balisées pour éviter que tout personnel extérieur à la manœuvre se retrouve dans la zone d'évolution de l'engin (à mettre en place par le lot en charge de l'engin)

#### 3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Accueil pour les livraisons suivant le DHOL - Recommandation R476 de la CNAMTS.	De l'entrée du chantier aux aires de stationnement et pour accès à la base vie. A répertorier sur le Plan d'installation de chantier.	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Voie intérieure	Suivant plan d'installation de chantier : Zones stables, planes et balisées	De l'entrée du chantier aux aires de stationnement et pour accès à la base vie. A répertorier sur le Plan d'installation de chantier.	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Aire de livraison	Suivant plan d'installation de chantier : Zones stables, planes et balisées	Suivant implantation définie au PIC	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Aire de stationnement	Suivant plan d'installation de chantier : Zones stables, planes et balisées	Suivant implantation définie au PIC	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Signalisations et affichages de chantier conformément à la réglementation en vigueur	Suivant implantation définie au PIC	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Homme de manœuvre	Personnel dédiée aux manœuvres des engins pour assurer la visibilité aux angles morts.	Toutes manœuvres des engins ou camions	Chaque transporteur ou entreprise intervenante	Chaque transporteur ou entreprise intervenante
Avertisseur de manœuvre	Avertisseur de manœuvre sur tous les engins (klaxon, Bip de recule, phare clignotant)	Toutes manœuvres des engins ou camions	Chaque transporteur ou entreprise intervenante	Chaque transporteur ou entreprise intervenante
Nettoyage avant sortie	Zone de nettoyage avant la sortie des engins ou véhicules du chantier.	Suivant implantation définie au PIC	Chaque transporteur ou entreprise intervenante	Chaque transporteur ou entreprise intervenante

### **3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier**

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Suivant PIC Accès/ Entrée du chantier	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Accès au cantonnement	Les cheminements piétons devront être balisés et éclairés + affichage.	A définir selon le plan d'installation de chantier * Depuis l'entrée chantier.	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement cantonnement/chantier	Les cheminements piétons devront être balisés et éclairés + affichage.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Séparation piétons/véhicules	Les voies de circulation des piétons devront être distinctes des voies de circulation des véhicules et des aires de stationnement/déchargement.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Protection accès chantier	Les voies de circulation des piétons devront être distinctes des voies de circulation des véhicules et des aires de stationnement/déchargement.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Cheminement sur chantier	Les cheminements du chantier doivent être protégés et signalés, par la mise en place de panneaux, fléchages et signalisation, aménagements spécifiques ou protections rigides.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Signalisation	Signalisation des voies piétonnes et du cheminement intérieur du chantier.	A définir selon le plan d'installation de chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE

### 3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Toutes les manutentions doivent être réalisées par des moyens mécaniques adaptés. La manutention manuelle reste limitée aux charges faibles et peu volumineuses. L'utilisation de trans-palette est destinée au transport des charge entre zones internes planes et stabilisées.

Pour les nacelles : Installer un périmètre de sécurité sur le pourtour de l'aire d'évolution de l'engin. **Pour tout engins de levage, fournir une étude d'adéquation au CSPS.** Le prêt d'équipement de levage pour d'autres lots que celui d'origine nécessitera **la rédaction d'un protocole de prêt par l'entreprise prêteuse et d'une validation part l'entreprise utilisatrice.**

### **3.2.1 Moyens de levage et de manutention**

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Monte matériaux	Utilisation d'un monte matériaux suivant les besoins du chantier.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.
Camion auto-déchargeable	A définir, selon modes opératoires des entreprises intervenantes et le plan d'installation de chantier	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.
Chariot élévateur	A définir, selon modes opératoires des entreprises intervenantes et le plan d'installation de chantier	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.
Transpalette/chariot	A définir, selon modes opératoires des entreprises intervenantes et le plan d'installation de chantier	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.	A définir par le lot concerné suivant disposition du projet.

### **3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place**

#### **Grue à tour**

Sans objet

#### **Grue automotrice**

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

#### **Autres engins**

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

#### **Personnel utilisateur**

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

### **Appareils de levage**

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

### **Sécurisation des moyens de levage**

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

### **Convention de prêt**

Aucun engin de levage ne pourra être utilisé par une autre entreprise, que celle titulaire des travaux, sans qu'il y soit mis en place une convention d'utilisation entre les parties.

Une copie de cette convention devra être transmise au Maître d'ouvrage, maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS.

### **3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles**

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

#### **Phasage et moyens prévus**

Quelque soit les phases du chantier :

Moyens de prévention à mettre en œuvre par les entreprises pour éviter les risques liés aux manutentions manuelles

- Évaluer préalablement les risques dès la phase de conception du projet
- Éviter le recours aux manutentions manuelles chaque fois que cela est possible
- Réduire le poids unitaire des charges.
- Réduire la fréquence des manutentions et les distances à parcourir
- Aménagement des postes de travail (temps de repos, contraintes de temps, cadence)

Information et formation des salariés (gestes et postures).

Pour les levages, une adéquation grue est obligatoire.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

#### **Lot chargé de la mise en place**

Chaque entreprise concernée par la manutention des charges.

Ceci ne se limite pas au volume et à la charge du matériaux.

#### **Lot chargé de l'entretien**

Chaque lot concerné par la manutention des matériaux et de leurs livraisons aux différents points du chantier, que ce soit au même niveau ou à des niveaux différents.

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

### 3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Stockage des matériaux de maçonnerie.	Stockage à plat Sur les zones appropriées en fonction du PIC et des emplacements nécessaires. Stockages réalisés avec engins de chantier type terrassement.	Sur les zones appropriées en fonction du PIC	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Matériaux second œuvre	Stockage à plat Sur les zones appropriées en fonction du PIC et des emplacements nécessaires.	Sur les zones appropriées en fonction du PIC	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Bouteille de GAZ Produits dangereux	Sur rack adapté Sur les zones appropriées en fonction du PIC et des emplacements nécessaires. Locaux aérés/ ventilés Extincteur FDS	Sur les zones appropriées en fonction du PIC	LOTS CONCERNES	LOTS CONCERNES
Matériels et outils	Container de chantier ou local identifié	Sur zone définie en amont des interventions sur le PIC. Sur zones définies en fonction de l'avancement du chantier et des phases.	TOUS LES LOTS	TOUS LES LOTS

### 3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Suivant disposition du tableau ci-après et des autres dispositions.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
-------------	--------------	-----------	--------------------------	--------------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Poste de travail	Nettoyage et évacuation des déchets au quotidien.	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Bennes sur roue	Suivant plan d'installation de chantier	Suivant besoin, dès que nécessaire	Non défini aux pièces marchés	Non défini aux pièces marchés
Translation au sol	Zones souillées par les passages (Intérieur et extérieur - VL/ piéton)	Suivant besoin, dès que nécessaire	Chaque entreprise	Chaque entreprise

## Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

## Disposition en cas de litige ou défaillance

Chaque entreprise doit gérer ses propres déchets et gravats, et les emmener à la déchetterie. Chaque entreprise effectuera le tri sélectif, des gravats, des déchets, matériaux, qui devront être évacués journalièrement des zones de travail vers les bennes ou décharge agréées.

**Les déversements par les ouvertures, fenêtres... ainsi que les stockages sauvages sont proscrits sur l'ensemble du chantier.**

Les bidons, les plastiques, cartons, polystyrène, etc... et tous éléments polluants ou à risque seront évacués au fur et à mesure.

Si cela s'avère nécessaire en cas de défaillance, le Maître d'Œuvre ou le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en DP des gravats de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée.

Ainsi le Maître d'Œuvre ou le Maître d'ouvrage pourra ordonner la réalisation de la prestation sans sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du titulaire compte prorata sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente.

## 3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER



### **3.5.1 Présence d'amiante**

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.4.

#### **Lots concernés**

LOT 02 – DESAMIANPAGE

Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir de l'amiante (SS3 ou SS4 suivant mode opératoire et plan de retrait).

Les entreprises doivent répondre aux préconisations du décret du 4 mai 2012 et à ses arrêtés d'application. Tout ouvrier salarié de l'entreprise, en CDI, doit être formé suivant les modalités de l'arrêté du 23 février 2012. Les déchets seront évacués du chantier, avec BSDA, et éliminés, soit par inertage, soit par enfouissement, en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). En cas de découverte de matériau amianté non répertorié :

- Arrêt des travaux dans la zone.
- Sécurisation de la zone.
- Réalisation d'un diagnostic.
- En fonction du résultat, application ou non (dans le cas de diagnostic négatif) de la réglementation rappelée ci-dessus.

Durant les travaux, l'entreprise transmettra régulièrement au coordonnateur SPS, les mesures d'empoussièrement réalisées :

- Avant démarrage des travaux (point 0 ou état initial).
- Durant les travaux : mesures environnementales réalisées en dehors de la zone de travail et dans les locaux à proximité de celle-ci.
- A la fin des travaux, après démantèlement complet de l'installation de désamiantage (mesure de fin de chantier amiante).
- Les résultats de toutes les mesures seront inférieurs à 5 fibres/litre d'air.

### **3.5.2 Présence de plomb**

Suivant documents répertoriés Article 2 : 2.5.

#### **Lots concernés**

Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir du plomb.

Les ouvriers devront pouvoir bénéficier d'un suivi médical. Il est recommandé d'employer des salariés en CDI. Les déchets seront éliminés par enfouissement en décharge ISDD (Installation de Stockage de Déchets Dangereux), ou ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux), ou ISDI (Installation de Stockage de Déchets Inertes).

### **3.5.3 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)**

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
---------------	----------------	------------------	------------------------	----------------------

TYPE MATERIAU	LOTS CONCERNES	ZONE DE STOCKAGE	RESPONSABLE EVACUATION	FLILIERE ELIMINATION
Amiante	Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir de l'amiante	Sur zones isolée, protégée et clôturée, avec affichage réglementaire. Aire spécifique produits dangereux comprenant un bassin de rétention des polluants ou big bag.	Entreprises intervenantes sur et/ou à proximité des zones susceptibles de contenir du plomb.	Suivant résultat des analyses, élimination des déchets en décharge spécialisée.

### 3.5.4 Travaux divers

Conditions d'intervention, choix de techniques et de modes opératoires réduisant le bruit, les vibrations, les poussières, les gaz toxiques, communication des fiches de données sécurités. En tout état de cause les zones devront être étanches au risque de propagation de la poussière. Prévoir des aspirations à la source. Les travaux bruyants ne pourront se faire que durant certaines périodes de la journée. Les engins et matériels utilisés devront avoir un affaiblissement acoustique conforme à la loi en vigueur. Le bruit doit être absorbé à la source.

Les substances nocives doivent être utilisées suivant les notices des constructeurs et de Fiches de Données de Sécurité (FDS).

Les substances toxiques ne peuvent être utilisées que sous certaines conditions, suivant les FDS. Aucune de ces substances ne peut être utilisée sans que l'on ait vérifié la toxicité du produit. Les opérateurs devront être formés et porter leur EPI.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
-------------	--------------	--------------	--------------	-----------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud	Suivant intervention et mode opératoire	Toutes les entreprises	<p>Stockage verticale pour les bouteilles de gaz.</p> <p>Stockage dans des locaux ventilés.</p> <p>Moyen d'extinction à proximité de la zone ou du local.</p> <p>En cas de transport de matières inflammables les véhicules seront équipés de moyens d'extinction.</p>	<p>Un permis feu doit être réalisé préalablement (auprès de la maîtrise d'ouvrage) à tout travaux par point chaud, c'est-à-dire utilisant une flamme nue ou produisant des étincelles ou de la chaleur (notamment : le découpage, le soudage, le brasage, le meulage, la fixation par collage...)- Dans la mesure du possible, les travaux par point chaud pouvant être réalisés à distance sont effectués en dehors de toutes zones présentant des risques particuliers (ATEX, zone de stockage, co-activité...)- Les EPI, moyens de mesures (explosimètre...), protections des abords (écran de soudure...) et moyens additionnels de lutte contre l'incendie requis (extincteurs) sont de la responsabilité de l'entreprise prestataire.</p>

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Application de produit toxique	Suivant intervention et mode opératoire	Lots de métiers concernés	Local ventilé FDS Affichage réglementaire Extincteur si nécessaire	<p>Livraison par camions étanches avec système de sécurité et d'anti-refoulement.</p> <p>Stockage sur l'atelier de chaux.</p> <p>Dépotage dans des engins à cuve étanche, cabine pressurisée pour les chauffeurs.</p> <p>Accès aux zones de dépotage par du personnel autorisé uniquement.</p> <p>Zones de stockage dans un lieu ou des locaux isolés ventilés et sur des bacs de rétentions, et adaptés au type de produits.</p> <p>Des bacs de rétention (bacs étanches) doivent pouvoir récupérer les matières en cas de fuite d'un des contenants.</p> <p>Stockage dans des récipients adaptés, dans des récipients d'origines, avec affichage réglementaire sur les produits.</p> <p>Le transport de ces produits doit se faire avec des véhicules équipés de ventilations basses et hautes.</p> <p>Les quantités doivent être limitées suivant les préconisations des FDS.</p> <p>En cas de transport de matières inflammables les véhicules seront équipés de moyens d'extinction.</p>

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Bruit	Les zones extérieures avec l'utilisation d'engins de chantier développant un bruit important. Les zones intérieures avec l'utilisation d'outils de chantier développant un bruit important.	Toutes les entreprises	Elimination du bruit à la source.	Elimination du bruit à la source.

### 3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

En cas de défaillance, le Maître d'Œuvre pourra ordonner à une entreprise extérieure la réalisation de la prestation sans sommation de faire et, en cas, d'inexécution dans les 24 heures, aux frais du titulaire (ou au compte prorata) sans distinction, ou à ceux du (ou des) lot(s) concerné(s) si la distinction est évidente.

Arrêt de poste de travail jusqu'à mise en place de protections collectives satisfaisantes ou de mesures compensatoires équivalentes. Vérification par le Coordonnateur SPS avant reprise des travaux.

#### Nature des protections collectives

Toutes les protections collectives mises en place, doivent être conformes aux normes des constructeurs, ainsi qu'aux dispositions du Code du Travail.

Respect des dispositions du Livre II du Code du Travail.

Les protections collectives seront fixes et rigides. Elles seront complétées par un affichage spécifique au danger (exemple : ne pas approcher risque de chute, ne pas déplacer les barrière, risque de chute d'objet, ...)

Les protections collectives et moyen d'accès provisoires ne seront déposées qu'une fois les protections définitives installées. Les protections collectives doivent primer sur les protections individuelles (Principes Généraux de Prévention du Code du travail article L. 4121-2 suivant Directive Européenne).

PV de réception à établir systématiquement.

PV contradictoires sur la base de plan précis en cas d'utilisation par une tierce entreprise des moyens mis à disposition par une autre entreprise.

Mis en œuvre suivant notice du fabricant, recommandations organismes de préventions avec contrôles réglementaires.

Vérifications suivant réglementation (décret 1er mars 2004, R408...).

### 3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

**AUCUN DOCUMENT NE NOUS PERMET D'APPRECIER UNE MUTUALISATION DES MOYENS EN PHASE CONCEPTION**

## Il pourra être disposé des équipements communs. Ces derniers seront sous la responsabilité du seul lot installateur.

Ces équipements ne devront en aucun cas être substitués à d'autres équipements non conformes.

Les protections collectives installées ne pourront être démontées sans l'accord du Coordonnateur SPS.

Rappel de la recommandation R408 de CNAMTS (montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied) et respect du Décret 2004/924 du 01 septembre 2004.

Nota : Vérification journalière des échafaudages avant leur utilisation par le responsable COP (Charger des Ouvrages Provisoires) - Rappel de la réglementation.

Les protections collectives contre le risque de chute de hauteur, seront mises en place et vérifiées périodiquement pour leur tenue et stabilité.

Elles pourront être mutualisées, de façon à répondre aux exigences des organismes professionnels de la prévention (CARSAT, DIRECCTE, OPPBTP).

### Définition de prestations spécifiques :

**SCALP** : Sécurisation des Circulations, des Accès et Livraison à Pied d'œuvre

**METAH** : Mutualisation des Equipements de Travail et d'Accès en Hauteur

\* Nous insistons sur le fait que la mise en place d'équipements collectifs est à privilégier afin de répondre aux **Principes Généraux de Prévention**.

En cas de prêt de matériels ou de véhicules/engins, une convention de prêt sera à effectuer par l'entreprise qui possède à l'entreprise qui utilise.

## Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage intérieur	<b>Travaux intérieurs en hauteur :</b> Echafaudage de pied conforme au Décret 2004-924 du 01/09/2004 et à la recommandation R408	Suivant planning du chantier.	A définir suivant mode opératoire en phase préparation	A définir suivant mode opératoire en phase préparation	Suivant planning du chantier et convention d'utilisation
Engin manutention au sol	<b>Travaux de levage depuis le sol :</b> Respect des normes de fabrication et être conformes à la Directive 2006/42/CE. Vérification suivant l'arrêté du 1er mars 2004.	Suivant planning du chantier.	A définir suivant mode opératoire en phase préparation	A définir suivant mode opératoire en phase préparation	Suivant planning du chantier et convention d'utilisation

### 3.8 ELECTRICITE DE CHANTIER

#### Disposition en cas de litige ou défaillance

Réalisation d'une installation électrique provisoire en coffrets vérifiée par un organisme agréé selon réglementation par le contractant général + PV de vérification

Le personnel en charge de l'installation et de la maintenance sera habilité (cf. NFC 18-510).

**L'implantation des coffrets sera indiqué sur le plan d'installation de chantier.**

Il est rappelé que 2 coffrets ne doivent pas être distants de plus de 50m et que les rallonges ne doivent pas excéder 25m.

NOTA : L'utilisation du matériel portatif devra respecter les consignes du constructeur (recharge des appareils dans un milieu abrité, pas d'entreposage à l'extérieur et sous la pluie).

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	Point de raccordement à définir en relation avec les concessionnaires Estimatif des besoins de chacun afin de dimensionner l'installation électrique.	Dès le démarrage du chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Armoire générale	Armoire générale du chantier.	Dès le démarrage du chantier	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Alimentation cantonnement	Suivant PIC : Bungalows de la Base Vie.	Dès la mise en place des installations. En période de préparation de chantier * Avant intervention des entreprises sur chantier.	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Armoires secondaires	<u>Coffret de répartition pour les travaux</u> : La distance entre le poste de travail et les coffrets ne doit pas excéder 25 m minimum. Coffrets par niveau y compris en toiture. Les armoires et coffrets électriques doivent être verrouillés, l'accès est réservé aux personnes habilitées.	Dès le démarrage du chantier et à l'avancement	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Eclairage circulation verticale	A définir selon le plan d'installation de chantier Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre.	Dès le démarrage du chantier et à l'avancement	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Eclairage circulation horizontale	A définir selon le plan d'installation de chantier Dimensionnement permettant un éclairage continu sans zone d'ombre.	Dès le démarrage du chantier et à l'avancement	LOT 01 – SECOND OEUVRE	LOT 01 – SECOND OEUVRE
Eclairage poste de travail	Eclairage des postes de travail sur batterie ou sur secteur dans les locaux sombres.	A définir selon le planning prévisionnel du chantier	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

### 3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

#### Mesures exigées :

- La superposition des tâches est interdite.
- Décaler les interventions susceptibles d'engendrer une superposition de tâche.
- Toute entreprise se trouvant en situation de tâche superposée arrêtera immédiatement son poste et informera, le Maître d'Œuvre, l'OPC ou à défaut le CSPS.



L'une des deux entreprises dans la situation de superposition de tâche sera nécessairement destinée à se rediriger vers un autre poste de travail, ou à changer sa méthodologie de travail.

Si aucun accord ne peut être trouvé l'entreprise se trouvant géographiquement « en dessous » cessera son activité.

Il sera demandé au Maître d'Œuvre et ou à l'OPC de revoir la phase du planning afin d'éliminer les risques engendrés par cette coactivité.

(Lorsque qu'une entreprise dépose une protection collective, elle doit remettre en place une protection au moins équivalente).

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux de gros-œuvre / Maçonnerie	LOT 01 – SECOND OEUVRE	Suivant phasage et modes opératoires	<p>Liste non exhaustive :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdire toute co-activité</li> <li>- Sécurisation des parties liées à la coactivité :</li> <li>- Tranchées, trous, traversées de chaussées.</li> <li>- Pose des clôtures de chantier pour séparations des zones d'activité.</li> <li>- Pose de GBA ou Bali road.</li> <li>- Accès aux zones de chantier par personnel autorisé.</li> <li>- Isolation des zones de chantier.</li> <li>- Sécurisation et mise en place des protections collectives.</li> <li>- Accès en fond de fouille suivant autorisation de travail.</li> </ul>	LOT 01 – SECOND OEUVRE

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux pour les corps d'état secondaires	LOT 01 - SECOND OEUVRE Lots techniques.	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - Mise en place de moyens d'extinctions aux postes de travail - Utilisation de moyens adaptés aux travaux et aux risques - Travaux hors tension - Balisage	LOT 01 - SECOND OEUVRE Lots techniques.
Travaux de démolition	LOT 01 – SECOND OEUVRE	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - Interdiction de se trouver dans la zone d'intervention de l'engin - Définition d'un mode opératoire ou procédure d'exécution avant intervention - Zone d'interdiction de circulation - Arrosage de la zone pour limiter la propagation des poussières - Balisage de la zone de travail - Mise à disposition d'un kit anti-pollution.	LOT 01 – SECOND OEUVRE

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Travaux de désamiantage	LOT 02 - DESAMANTAGE	Suivant phasage et modes opératoires	<u>Liste non exhaustive :</u> - Interdire toute co-activité - Travail à l'humide au fur et à mesure de l'avancement des travaux pour diminuer le taux d'empoussièrement- Respect des procédures de sortie de zone de travail.- Conditionnement des déchets en zone de travail dans des sacs réglementaires amiante.- Evacuer quotidiennement les déchets stockés en zone de travail.- Réalisation d'analyses périmétriques- Balisage du chantier et condamnation des accès à la zone de travail (Sas de décontamination unique accès à la zone de travail).- Mise en place des panneaux de signalisation « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC », « DANGER AMIANTE » etc.. - Filtrer les effluents avant rejet dans le réseau EU,- Réaliser des analyses MEST sur les stockages tampons des rejets EU avant évacuation dans le réseau public..	LOT 02 - DESAMANTAGE

### 3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Les travaux à risques particuliers engendrent une organisation du chantier, dont les particularités seront développées dans le PPSPS des entreprises, lors de leur analyse des risques.

Les risques particuliers sont issus de la coactivité et notamment des interfaces avec l'environnement du chantier.

le tableau ci-après fait ressortir les différents points que devront traiter les entreprises.

### **Eviter ou réduire les contraintes physique :**

Limites des poids des équipements de travail (manutention des charges) : l'arrêté prévoit une réduction du temps de travail pour l'utilisation des matériels de plus de 15kg  
Le bruit et les vibrations : les ondes sont transmises dans l'eau sans amortissement notable. Le port des EPI classique n'est pas suffisants pour pallier les dommages occasionnés par ces ondes qu'elles soient soniques ou vibratoires.  
Les agressions du milieu : température, qualité des effluents, pollution, toxicité ou inflammabilité de l'air (vapeurs d'hydrocarbures), radioactivité, faune ou flore toxique ou dangereux sont autant de conditions pénalisantes pour le travail.

### **UTILISATION DES ECHELLES ET ESCABEAUX DANS LES LOCAUX EXIGUS:**

D'après l'Institut National de Recherche et sécurité (INRS), plus de 20 % des chutes entraînant une invalidité permanente dans les accidents du travail sont des chutes depuis des échelles ou des escabeaux...  
L'utilisation de ces matériels reste encore aujourd'hui la 2ème cause de chutes graves dans le cadre du travail. Elle doit donc absolument être bannie comme poste de travail en hauteur au profit de matériels comme les plates-formes individuelles roulantes.

Les échelles et escabeaux sont définis techniquement par une norme européenne : NF EN 131-1.

### **CE QUE PREVOIT LA REGLEMENTATION :**

Le Code du travail indique qu'« il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif » (article R. 4323-63).

Au titre de la réglementation, les échelles, escabeaux et marchepieds sont donc à considérer comme des équipements de travail permettant un moyen d'accès provisoire en hauteur, notamment pour accéder à un plan de travail. Ils ne constituent pas des équipements pour le travail en hauteur.

En tant qu'équipements de travail, les échelles, escabeaux et marchepieds sont soumis à un certain nombre de prescriptions (articles R. 4323-81 à R. 4323-88 du Code du travail). Notamment, leurs matériaux constitutifs et leur assemblage doivent être solides, résistants, et doivent permettre une utilisation adaptée de l'équipement du point de vue ergonomique (article R. 4323-81). Leur stabilité doit pouvoir être assurée et les échelons ou marches doivent pouvoir être placés horizontalement (article R. 4323-82).

L'utilisation d'échelles fixes ou d'échelles portables doit se faire en respectant un certain nombre de règles (articles R. 4323-84 à R. 4323-88). Toutes doivent permettre une prise et un appui sûrs. Le port de charges, légères et peu encombrantes, doit rester exceptionnel (article R. 4323-88).

### **ECHELLES PORTABLES, ESCABEAUX ET MARCHEPIEDS / SECURITE DES UTILISATEURS :**

Des exigences de sécurité concernant ces matériels sont précisées par le décret 96-333 du 10 avril 1996.

« Les échelles portables, les escabeaux et marchepieds, à l'exception de ceux de ces produits exclusivement destinés à un usage professionnel déterminé nécessitant une construction spécifique adaptée à cet usage, ne peuvent être fabriqués, importés, détenus en vue de la vente ou de la distribution à titre gratuit, mis en vente, vendus, mis en location ou distribués à titre gratuit que s'ils répondent aux conditions fixées par le présent décret » (article 1).

### **COMMENT CHOISIR LES MATERIELS :**

Comme pour tout équipement de travail, qu'il s'agisse d'échelles fixes ou d'échelles portables, d'escabeaux ou de marchepieds, il conviendra de s'assurer que le matériel ait fait l'objet d'une évaluation qui prenne en compte sa solidité et la sécurité qu'il offre à l'utilisation.

La conformité aux exigences minimales en la matière peut être évaluée en référence aux normes qui les concernent. Pour ce qui est des échelles portables, escabeaux et marchepieds, on retiendra préférentiellement un matériel dont la fabrication bénéficie du droit d'usage de la marque NF. La marque NF atteste en effet non seulement la conformité aux normes, mais prend en compte les réponses du fabricant aux exigences de la réglementation. Il conviendra de ne sélectionner que des échelles, escabeaux ou marchepieds portant la marque NF.

#### **LISTE DES NORMES RELATIVES AUX ECHELLES :**

- Echelles fixes : NF E 85-016, NF E 85-015, NF E 85-012- Echelles portables : NF EN 131-1, NF EN 131-2, NF EN 131-3, NF EN 131-4- Escabeaux : NF EN 14183

#### **EN CONCLUSION :**

Pour les besoins du chantier, les entreprises devront faire un rappel sous forme d'annexe dans leur PPSPS du texte suivant, afin de préciser les modalités d'utilisation des escabeaux et échelles dans les locaux exigus du chantier (galerie technique entre les blocs sanitaires, sanitaires handicapés, ...).

- Intervention pour une hauteur < à 3 mètres : escabeau ou PIR (Passerelle Individuelle Roulante). Intervention à l'aide d'un escabeau : utilisé comme poste de travail conforme à l'art. R 4323-63 du code du travail (risque faible – travaux de courte durée).

#### **Disposition en cas de litige ou défaillance**

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	LOT 01 - SECOND OEUVRE	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	LOT 01 - SECOND OEUVRE

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Vide sanitaire	Entreprises concernées par les interventions dans le(s) vide(s) sanitaire(s)	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Conserver les cheminements dégagés et libres de tout obstacle</li> <li>- Baliser les cheminements</li> <li>Vérifier que l'ensemble du volume est correctement ventilé, que l'éclairage de sécurité est en état de marche, que la zone n'est pas inondée, insalubre ou infectée par des rongeurs.</li> <li>- Lampe de poche (panne électrique).</li> <li>- Port des EPI (casque – bottes – gants).</li> <li>- Pas de travail seul et isolé</li> </ul>	Entreprises concernées par les interventions dans le(s) vide(s) sanitaire(s)
Travaux en hauteur	Entreprises concernées par des travaux en hauteur	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	Voir méthodologie et type d'intervention (A renseigner dans le PPSPS et le mode opératoire).	Entreprises concernées par des travaux en hauteur Voir chapitre 3.9 <ul style="list-style-type: none"> <li>- Balisage des zones d'intervention</li> <li>- Mise en place des protections collectives</li> <li>- Interdiction de déposer des protections collectives avant la mise en place des équipements définitifs</li> </ul>

## 4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Les entreprises devront préciser dans leur P.P.S.P.S. les consignes données à leur personnel pour limiter risques et gêne pour tout intervenant sur le site.

Les zones à risques devront être rendues inaccessibles par la mise en place permanente de clôtures, de balisage et un cheminement bien définis, vis-à-vis des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

En cas d'intervention sur un site en exploitation, les entreprises devront se rapprocher de l'exploitant et respecter le plan de prévention en vigueur.

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Entrée du site et du chantier Voir P.I.C	<b>Présence de public et des utilisateurs</b> Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	Respect de la limitation de vitesse des véhicules et engins. Accompagnement par un homme de manœuvre obligatoirement.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Environnement du chantier	Suivant zones d'intervention et phasage	<b>Présence de public et des utilisateurs</b> Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	Respect de la limitation de vitesse des véhicules et engins. Accompagnement par un homme de manœuvre obligatoirement.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Bruit dû au chantier	Suivant zones d'intervention et phasage	<b>Présence de public et des utilisateurs</b> Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	Bruit suivant certains horaires à respecter. Matériels et engins avec absorbeur de bruit à la source.	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises
Interférence avec activité du site	Suivant zones d'intervention et phasage	<b>Présence de public et des utilisateurs</b> Présence de tiers suivant zone impactée par le chantier et ses installations.	Voir plan de prévention de l'entreprise utilisatrice/exploitant (E.U)	Toutes les entreprises	Toutes les entreprises

### **Disposition en cas de litige ou défaillance**

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.



## 5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

### 5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Voirie existante. - Maintenir les accès selon phasage - Prévoir stationnements et zone stockage	Dès le démarrage des travaux	LOT 01 - SECOND OEUVRE
Eau potable	Alimentation de la base vie (Réfectoire et sanitaires).	Dès le démarrage des travaux	LOT 01 - SECOND OEUVRE
Eau usées	Eaux usées de la base vie	Dès le démarrage des travaux	LOT 01 - SECOND OEUVRE
Eau pluviale	Selon PIC et plan de recollement.	Dès le démarrage des travaux	LOT 01 - SECOND OEUVRE
Electricité	Selon PIC et plan de recollement. Alimentation de la base vie et du chantier	Dès le démarrage des travaux	LOT 01 - SECOND OEUVRE

### 5.2 CANTONNEMENTS

Le dimensionnement de la base vie tiendra compte de l'évolution des effectifs moyens du chantier, le chiffre indiqué est une estimation en phase conception et réajusté en phase réalisation.

Les raccordements devront être hors gel.

Pendant la phase travaux les installations de chantier pourront faire l'objet de modifications ou de déplacements.

Les installations devront être soumises à PV de vérification : VIEL (Vérification Initiale des Installations Électriques).

Selon l'article R.4226-14 du Code du Travail, les installations électriques doivent être vérifiées par un organisme accrédité :

- Lors de leur mise en service,- Après avoir subi une modification de structure.

\* Le nettoyage et la désinfection devront être réalisés QUOTIDIENNEMENT (cf. code du travail).

\*\* Les vestiaires ainsi que les sanitaires sont OBLIGATOIRES.

### EFFECTIF PREVISIONNEL NON CONNU A LA REDACTION DU PRESENT PGC

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
-------------	------------------	--------------	-------------------------	--------------------------------	---------------------------	-------------------------

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Suivant effectif prévisible de chantier et selon les normes en vigueur.	Suivant le PIC. Base vie chantier.	Equipés d'armoires double compartiments (linge propre et sale) et de bancs/chaises en nombre suffisant. Chauffage et éclairage	LOT 01 - SECOND OEUVRE	LOT 01 - SECOND OEUVRE	LOT 01 - SECOND OEUVRE
Réfectoire	Suivant effectif prévisible de chantier et selon les normes en vigueur.	Suivant le PIC. Base vie chantier.	Disposant d'un appareil pour réchauffer les plats, d'un réfrigérateur et d'un point d'eau. Tables et chaises suivant effectif. Poubelles.	LOT 01 - SECOND OEUVRE	LOT 01 - SECOND OEUVRE	LOT 01 - SECOND OEUVRE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Sanitaires	Suivant effectif effectif prévisible de chantier et selon les normes en vigueur.	Suivant le PIC. Base vie chantier.	L'accès aux toilettes est obligatoire.- Entrée séparée de l'entrée principale- Séparer les toilettes hommes et femmes- Installer 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 hommes et 2 cabinets pour 20 femmes- Mettre une poubelle pour garnitures périodiques dans les toilettes des femmes- Prévoir au moins un poste d'eau avec papier et savon- Mettre du papier toilette à disposition - Ballon d'eau chaude- Nettoyer et désinfecter les sanitaires au moins 1x/jour- Vidanger les cabinets sanitaires autonomes 1x/semaine- Munir les portes des WC d'un dispositif de fermeture intérieur décondamnabl e de l'extérieur. - Eclairage et chauffage	LOT 01 - SECOND OEUVRE	LOT 01 - SECOND OEUVRE	LOT 01 - SECOND OEUVRE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Salle de réunion	Suivant effectif prévisible de chantier et selon les normes en vigueur.	Suivant le PIC. Base vie chantier.	Suivant besoin	LOT 01 - SECOND OEUVRE	LOT 01 - SECOND OEUVRE	LOT 01 - SECOND OEUVRE

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

### Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en conformité de la base vie aux frais de l'entreprise défaillante.

## 5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

En cas de présence de personnel féminin, les installations devront être modifiées en connaissance de cause, suivant le Code du Travail.

De même si les effectifs dépassent le nombre d'ouvriers prévisionnel, il sera obligatoire de rajouter des sanitaires complémentaires.

### 5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

### Lots concernés

Le LOT 01 - SECOND OEUVRE devra la mise en place des installations de chantier.

### 5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

### 5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	LOT 01 - SECOND OEUVRE	PV de vérification (VIEL) lors de l'installation à fournir au Maître d'Œuvre, Maître d'ouvrage et au Coordonnateur SPS.

## 6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

**AUCUNE MESURES COMMUNES D'ORGANISATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES TRAVAILLEURS N'ONT ETE ARRETEES EN PHASE CONCEPTION**

### Mesures générales :

Appeler les POMPIERS à partir du téléphone de secours du chantier : **tél. 18 ou SAMU tél. 15**  
et/ou appeler les secours à partir d'un portable : en composant le **18**, le **15** ou le **112**.

Chaque entreprise possédera un téléphone portable.

Les accès seront toujours dégagés. Ils se feront depuis les voiries existantes.

L'accès chantier ne devra jamais être encombré de véhicules, de matériel ou de matériaux qui pourrai empêcher les services de secours d'intervenir sur le chantier.

Toutes les circulations devront être libre en permanence.

**L'organisation des moyens de secours est précisée sur le P.P.S.P.S de chaque entreprise.**

### 6.1 ORGANISATION

#### Relation avec les services de secours :

Un affichage réglementaire devra être en place dans le bungalow de chantier.

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

- Appeler les POMPIERS à partir du téléphone de secours du chantier : tél. 18 ou SAMU tél. 15
- et/ou appeler les secours à partir d'un portable : en composant le 18, le 15 ou le 112

#### Point de rassemblement pour l'intervention des secours (PRS):

#### **Le PRS est situé :**

A l'entrée du chantier ( A renseigner au PIC)

(à faire figurer dans les PPSPS dans la fiche de consigne d'appel des secours). **Il devra être connu par tous les intervenants sur le chantier.**

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Base vie et portable du personnel	Base vie et portable du personnel	Logo visible ou affichage pour information	Lot concerné pour la réception des secours avec personne responsable ou SST

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Liaison avec les secours	Base vie de chantier	Base vie et portable du personnel	Logo visible ou affichage pour information	Entreprises concernées pour la réception des secours avec personne responsable ou SST
Accès secours	Suivant PIC et dispositions	Par la voie menant à la zone de l'accident	Logo visible ou affichage pour information	Entreprises concernées pour la réception des secours avec personne responsable ou SST
Point de rencontre	PRS (voir PIC)	Tous les ouvriers doivent avoir connaissance du point de rencontre (Affichage + PIC + PPSPS)	Signalisation du point de rencontre par un logo sur le chantier ou une zone déjà repérée à l'accueil des entreprises sur le chantier. Voir le PIC.	LOT 01 - SECOND OEUVRE
Secouriste	Chaque entreprise	Un SST sur le chantier par entreprise. A défaut, un SST pour 10 personnes	Affichage sur les habits ou casque de chantier	Chaque entreprise
Trousse de secours	Dans chaque véhicule et dans la base vie du chantier.	Un SST pour les premiers soins	Dans chaque véhicule et dans la base vie du chantier.	Chaque entreprise
Extincteur cantonnement	Dans bungalow Base Vie et à proximité des zones de stockage.	Personnel formé au maniement des extincteurs.	Affichage sur site	LOT 01 - SECOND OEUVRE
Contrôle périodique	Contrôle périodique des installations en cas de déplacement, de modification, de dépassement des dates de révision des installations.	Organisme agréé	Livret de maintenance et étiquetage à jour.	Chaque Lot concerné pour la vérification périodique des moyens de secours
Extincteur chantier	Emplacement à définir sur le PIC de chantier. Au poste de travail et à proximité des zones de stockage.	A chaque niveau du chantier	Affichage sur site	Chaque entreprise

## 6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Les PPSPS seront envoyés au CSPS réalisation par courriel **(MAIL) uniquement.**

Les entreprises devront prendre contact avec le CSPS pour fixer un rendez-vous sur place **au minimum 2 semaines avant le début de leur intervention.**

### **6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé**

Le fait de pouvoir travailler seul sur un chantier dépend de la nature des travaux à réaliser, l'isolement peut accentuer certains risques.

La réglementation interdit certains travaux isolés :

- Le travail en hauteur avec utilisation d'un équipement de protection individuelle (harnais).
- Lors de travaux en hauteur avec une nacelle, il est également préconisé de ne pas travailler seul, une personne devant rester au sol pour pouvoir faire descendre la nacelle en cas de problème.
- Lors des travaux à proximité de réseaux d'énergie (électricité, gaz, eau, ...) ou la présence d'un surveillant de travaux (ou suiveur) est nécessaire.

**Toutefois le code du travail rappelle l'obligation d'évaluer les risques et de prendre toutes mesures utiles pour la protection des salariés suite à cette évaluation.**

### **6.2.2 Interdiction de fumer**

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

## 7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

---

### 7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPA (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPA avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

#### **Attention :**

Les inspections Communes devront être organisées à l'avance, soit **à minima 10 jours avant la venue de l'entreprise sur le site pour toute prestation de travaux (Titulaires et Sous-traitants)**. Y compris pour des phases de livraisons de matériaux et matériels.

Le PPSPS devra être remis après avoir réalisé l'Inspection Commune et avant toute intervention. **Le PPSPS devra être rédigé en langue Française** pour la diffusion aux organismes professionnels de la prévention (CARSAT, DIRECCTE (Inspection du Travail) et l'OPPBTP), ainsi que pour le Coordonnateur SPS.

Il existera une version originale dans la langue du pays d'origine pour l'entreprise, à disposition sur le chantier pour le personnel.

### 7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPA du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

### 7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPA.



## ANNEXES

### **\*\* MISE EN ACCESSIBILITÉ DU TRIBUNAL (LETTRE DE COMMANDE N°22-236)**

12 Rue de la Commune de Paris  
52100 SAINT-DIZIER

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

## 8.1 Panneau : En cas d'accident

# EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

**18** **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

## ICI CHANTIER

A: SAINT-DIZIER  
RUE :12 Rue de la Commune de Paris

2

## PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...  
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...  
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

## SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

## DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

## FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

## NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

## Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 03.26.36.76.00 .